



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Décembre 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Autres faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE	16
LETTONIE	17
ESTONIE	18
Agenda	20

Entre janvier et octobre 2024

62%

C'est la part de la consommation électrique lituanienne produite sur son territoire

La production photovoltaïque a plus que doublé en 2024. La Lituanie veut couvrir 100% de sa consommation électrique par une production renouvelable et locale d'ici 2030

3,4 Mds€

C'est la valeur estimée du 1^{er} PPP ferroviaire en Tchéquie

L'appel d'offres concerne la construction de la liaison ferroviaire entre l'aéroport Václav Havel et Prague

2,3 Mds€

C'est le montant de l'appel d'offres lancé par PKP Intercity pour la livraison de matériel roulant.

Le marché concerne 42 rames à deux niveaux et la maintenance pendant 30 ans.

La valeur de la commande avec une option pour 30 rames supplémentaires s'élève à 4 Mds€

Focus – situation géopolitique

Sécurité énergétique en Baltique : risque accru et nouveaux projets

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, s'est rendu en Suède le 28 novembre 2024 en tant qu'invité spécial du sommet des pays du Nordic-Baltic Eight (NB8 : Lituanie, Lettonie, Estonie, Finlande, Suède, Norvège, Danemark et Islande). La Pologne et les pays riverains de la Baltique ont souligné l'importance stratégique de cette mer. Il se sont engagés à protéger la sécurité des infrastructures énergétiques et de télécommunications qui la traversent après la rupture, les 17 et 18 novembre, de deux câbles sous-marins de communication entre la Finlande et l'Allemagne (C-Lion1) et entre la Suède et la Lituanie (Arelion).

Des enquêtes sur de potentiels sabotages ont été ouvertes en Suède et au Danemark dans un contexte de « guerre hybride » menée par la Russie en mer Baltique, dénoncée par les ministres lituanien, finlandais, suédois et allemand des Affaires étrangères. Les enquêteurs danois s'intéressent notamment à un navire chinois, le Yi-Peng 3, immobilisé à proximité du Danemark. Ces incidents rappellent la dégradation du gazoduc Baltconnector reliant la Finlande et l'Estonie en décembre 2023, pour laquelle un navire chinois est aussi soupçonné.

Plusieurs nouveaux projets de connexion sous-marine sont toutefois à l'étude. Le PDG de la société énergétique lituanienne Ignitis, Darius Maikstenas, a déclaré qu'une construction de connexion électrique sous-marine entre les pays baltes et l'Allemagne devrait être lancée prochainement. Ce projet d'envergure, d'une valeur totale d'environ 1,9 Md €, devrait être financé par les fonds européens et par des financements nationaux baltes, ainsi que de l'Allemagne, importatrice de l'énergie produite par les pays scandinaves et baltes. Selon D. Maikstenas, un tel projet pourrait aboutir en 2033. Enfin, la construction d'un interconnecteur électrique entre l'Estonie et les pays nordiques est également à l'étude.

Crash d'un avion-cargo en Lituanie

Le 25 novembre, un avion-cargo reliant Leipzig à Vilnius s'est écrasé en Lituanie, à proximité de l'aéroport de la capitale lituanienne, causant la mort d'un membre de l'équipage. Les trois autres membres de l'équipage ont survécu. Les causes du crash ne sont pas encore connues, mais les autorités lituaniennes n'excluent pas « un acte terroriste ». La ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock allemande a également pointé la possibilité « d'un incident hybride ».

Construction du bouclier Est

Présenté en mai dernier, les premières constructions du « bouclier oriental » ont commencé début novembre. Ce « bouclier » de 800 km doit permettre à la Pologne de sécuriser ses frontières avec la Russie (enclave de Kaliningrad) et avec la Biélorussie. Evalué à 2,3 Mds€, il prévoit entre autres la construction le long de ces frontières de fortifications et d'obstacles naturels comme le creusement de fossés, des champs de mines et des haies antichars. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont convenu de construire ce qu'elles appellent la ligne de défense baltique en raison de préoccupations similaires. Ces deux projets doivent être intégrés.

Synchronisation des réseaux électriques

Dans l'optique de la synchronisation des systèmes d'électricité baltes avec celui de l'Europe continentale, les opérateurs nationaux d'électricité des trois pays (Litgrid en Lituanie, Augstsprieguma tīkls en Lettonie et Elering en Estonie) ont signé un accord pour renforcer leur coopération. Cet accord, qui entrera en vigueur au moment de la synchronisation, le 9 février 2025, encadre les relations entre les trois gestionnaires de réseaux, notamment dans les domaines non régis par les législations nationales ou européennes. Il doit ainsi simplifier la transition des pays baltes du réseau BRELL (Biélorussie, Russie, Estonie, Lettonie et Lituanie) à celui du réseau de l'Europe continentale.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations

Ce 12 novembre, **Wojciech Wrochna** a été nommé plénipotentiaire gouvernemental aux infrastructures énergétiques, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Industrie. Cette nomination intervient suite au transfert de ce poste du Ministère du Climat au Ministère de l'Industrie, lors de laquelle le précédent titulaire, Maciej Bando, n'a pas été reconduit. Pour mémoire, le plénipotentiaire a la tutelle des opérateurs du réseau de transport électrique (PSE), de transport de gaz (Gaz-System), de transport de pétrole (PERN) et de la société Centrales Nucléaires de Pologne (PEJ).

Financements

La ministre des Fonds et de la Politique régionale, Katarzyna Pelczynska-Nalecz, a signé avec la banque nationale de développement BGK un accord de soutien aux entrepreneurs affectés par les inondations de septembre. 350 M PLN (82 M€) issus des fonds européens permettront de proposer des prêts pour une période pouvant atteindre 10 ans.

Énergie

Près de 2 millions de Polonais ont fait valoir leur droit au chèque énergie, pour un total de 234 M€, soit 64% de l'enveloppe prévue.

- électricité

Le 15 novembre, le gestionnaire du réseau électrique PSE a publié son **analyse sur le risque d'interruption de l'approvisionnement en électricité pour les années 2025-2040**. Selon le rapport, le nombre d'heures avec déficit de puissance passera de 7,6 en 2025 à 40, puis 50 les années suivantes. Pour réduire ce déficit, PSE estime nécessaire de **construire de nouvelles capacités, essentiellement de stockage d'énergie et de centrales électriques au gaz**, avec conversion future à l'hydrogène ou au biométhane. Ces projets nécessitent toutefois un dispositif de soutien pour être réalisés.

Mi-novembre, le gouvernement a approuvé le projet de loi sur le gel des prix de l'énergie. Selon ce projet, les prix de l'électricité pour les ménages seront maintenus jusqu'à fin septembre 2025 au prix actuel. Il couvrira aux particuliers 500 PLN/MWh soit 117€/MWh.

D'ici à 2034, l'opérateur du réseau électrique prévoit d'**investir 15Mds€ dans ses réseaux de transport et plus de 10 Mds€ dans les réseaux de distribution**.

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a accordé à Stoen Operator une aide de 2,8 M€ pour la construction de 10 installations de stockage d'énergie à Varsovie d'une puissance d'environ 150 kW et d'une capacité de 200 kWh chacune. Le coût total de l'investissement s'élève à 4,6 M€.

NFOŚiGW prépare un programme de cofinancement des investissements dans les installations de stockage d'énergie et les infrastructures associées. Le soutien financier sera disponible pour la construction d'installations de stockage d'électricité d'une puissance d'au moins 2MW et d'une capacité d'au moins 4MWh, la construction de connexions au réseau et l'infrastructure associée, ainsi que la configuration et l'adaptation de l'installation de stockage. Le programme sera financé par le Fonds de Modernisation et le Plan National de Relance et de Résilience. Le programme disposera d'un budget de 280 M€, dont 90 % seront dépensés sous forme de subventions et 10 % sous forme de prêts.

- charbon

Le Ministère de l'Industrie a transmis à la Commission une 3^{ème} notification concernant l'accord social pour l'exploitation de la houille. Cet accord social, signé en 2021, définit les principes et le rythme d'extinction de l'activité des mines de charbon à visée énergétique d'ici 2049, ainsi

que le soutien financier de l'Etat à la filière pour accompagner la baisse de la capacité de production des mines. Le gouvernement a réservé 1,8 Md€ du budget 2025 pour cela.

- chauffage

Veolia Energia Warszawa recevra un financement de 7 M€ du *NFOŚiGW* pour mettre en œuvre le projet «réseau de distribution de chaleur intelligent 2.0». L'investissement comprendra l'installation de près de 6 000 commandes qui créeront un système de gestion pour le réseau de chauffage urbain de Varsovie. Le coût total d'investissement s'élève à 15 M€.

Le 14 novembre Veolia Energia Warszawa a signé un contrat avec la société municipale des eaux et des égouts de Varsovie (*MPWiK*) pour un projet pilote de récupération de chaleur à partir d'eaux usées non traitées.

- gaz et pétrole

Début novembre, **le taux de remplissage des réserves de gaz a atteint 98% en Pologne**. La Pologne respecte ainsi l'obligation pour les Etats Membres d'atteindre un taux de 90% au 1^{er} novembre, mise en place par la Commission suite à l'attaque russe en Ukraine.

Début novembre, le groupe polonais PGE a mis en service **la plus grande centrale électrique au gaz du pays** et l'une des plus modernes d'Europe, d'une puissance de 1 366 MW. Située à Gryfino, en Poméranie occidentale, la centrale PGE Gryfino Dolna Odra renforcera la sécurité énergétique régionale en répondant à plus de 5 % de la demande d'électricité du pays. La centrale démarre rapidement (4h du froid au minimum technique / 30 min du chaud au minimum technique), une souplesse permettant d'accompagner le développement des énergies renouvelables. La capacité de cette nouvelle centrale est sécurisée par un contrat de 17 ans sur le marché de capacité. Son coût s'élève à 855M€.

Gaz-System a obtenu un permis pour la construction de la station de compression de gaz de Lwowek dans la commune de Zębowo, en Grande Pologne. L'investissement doit être mis en œuvre entre 2025 et 2027 et permettra d'améliorer la distribution du gaz reçu par Baltic Pipe et le terminal GNL de Swinoujscie. La station de compression doit également permettre d'intégrer le gazoduc Yamal dans le réseau de transport polonais.

- nucléaire

Une délégation japonaise, conduite par le vice-ministre de l'Economie et du Commerce Shinji Takeuchi s'est rendue en Pologne du 6 au 8 novembre. A cette occasion, un accord de coopération sur le nucléaire a été signé. Plus généralement, la visite a concerné la transition énergétique, le vice-ministre étant accompagné d'une vingtaine d'entreprises du secteur. Les Japonais souhaitent développer également la co-combustion de charbon-ammoniac, technologie actuellement en phase pilote au Japon. Lors de la précédente visite en 2023 du ministre japonais de l'Economie, un MoU de coopération sur l'hydrogène avait déjà été signé.

Ce 7 novembre, un accord de coopération entre l'agence nationale de l'énergie atomique de Pologne (PAA) et l'autorité néerlandaise pour la sécurité nucléaire et la protection contre les radiations (ANVS) a été signé.

- renouvelables

PGE et Orsted développent le projet d'une **base d'installation d'éoliennes en mer** pour leur projet commun Baltica2. Le site de 21ha est le terminal T5 du port de Gdansk, propriété de Fonds polonais du développement (PFR) à 85% et de la société Baltic Hub à 15%. La base devrait être opérationnelle dès 2026 et Le bail court jusque fin 2028, date de fin prévisionnelle des travaux de construction de la ferme d'éoliennes en mer.

Le terminal d'installation pour le projet éolien en mer Orlen Neptun est quant à lui prévu à Swinoujscie. Il devrait être opérationnel dès début 2025 : il s'agit du premier port d'installation en Pologne, et l'un des plus modernes d'Europe.

Le *NFOŚiGW* financera à hauteur de 31 M€ l'exploration de sources géothermales dans 10 sites des voïvodies de Lubusz, de Mazovie et de Sainte-Croix.

- hydrogène

Le 22 novembre, le Ministère du Climat et de l'Environnement a conclu avec la Banque de l'Economie Nationale (BGK) un accord sur le **soutien aux investissements dans la production de l'hydrogène bas carbone, son stockage et son transport**. Le programme, doté de 640 M€, vise notamment à subventionner une capacité de production d'hydrogène renouvelable et bas-carbone d'au moins 315 MW. Le financement provient du Plan national de relance et de résilience, et l'appel d'offres sera lancé en décembre.

- pétrole

Le groupe Orlen s'interroge sur la poursuite du projet Olefin III, dont l'ouverture initiale était prévue pour début 2025. Engagé par la précédente équipe de direction d'Orlen, ce projet visait à augmenter de 20% la capacité de production de la raffinerie de Plock, la plus grande en Pologne. En juin 2023, le coût du budget avait été revu à la hausse (x3), et le calendrier ajusté (+ 3 ans).

Infrastructures de transport

- projet CPK

Le Premier ministre Donald Tusk a annoncé **qu'un montant de 810 M€ en obligations du Trésor abondera le projet CPK**. D'ici la fin de l'année, le gouvernement prévoit d'adopter un amendement à la loi relative au programme d'investissement de CPK, qui modifiera le cadre financier et le calendrier du projet.

Environnement

NFOŚiGW a présenté sa [nouvelle stratégie 2025-2028](#) en marge des célébrations du 35^{ème} anniversaire de l'institution. La stratégie repose sur quatre piliers: transition énergétique, amélioration de la qualité de l'air, économie circulaire et protection de la biodiversité. En 2025, 80% des ressources du Fonds seront dédiées à la transition énergétique et à l'amélioration de la qualité de l'air. Depuis sa création, NFOŚiGW a financé des projets environnementaux à hauteur de 142 Mds PLN (33 Mds€).

- émissions CO₂

Selon [un rapport publié fin octobre](#) par la cour des comptes polonaises (NIK), **les bénéficiaires de la vente des quotas de CO₂ en Pologne, soit 21,64 Mds€ entre 2013 et 2023, n'ont contribué à hauteur de 1,3% au financement d'actions visant à réduire les émissions de GES** ou à leur gestion. En réaction, l'actuelle ministre du Climat et de l'Environnement Paulina Hennig-Kloska a annoncé l'intention du gouvernement d'orienter la totalité des bénéficiaires issus de ce dispositif vers la transition verte, conformément à l'accord de coalition.

- adaptation au changement climatique

Le 22 novembre, la diète a adopté un amendement à la loi qui prévoit, entre autres, que la **création de zones de transport propre sera obligatoire dans les villes de plus de 100 000 habitants si le niveau de dioxyde d'azote autorisé dans l'air est dépassé**. Des dépassements du niveau annuel moyen de ce polluant ont été enregistrés jusqu'à présent dans quatre villes où la qualité de l'air est évaluée, à savoir Varsovie, Cracovie, Wrocław et Katowice. La loi prévoit aussi que la taille des zones de transport propre sera déterminée par les autorités locales. De plus, conformément à cet amendement, à partir de 2026 les villes de plus de 100 000 habitants devront acheter exclusivement des bus à zéro émission. **Cette mesure est un jalon du plan de relance polonais**. Dans le même temps, la charge sera allégée pour les municipalités entre 50 000 et 100 000 habitants, qui jusqu'à présent étaient aussi concernées par l'obligation de services de transports en commun avec des véhicules à émissions nulles ou faibles : la nouvelle législation supprime ces exigences.

- qualité de l'air

Le 28 novembre, NFOŚiGW a **suspendu jusqu'au 31 mars 2025 le Programme « Air Pur » - programme phare d'amélioration de la qualité de l'air en Pologne** qui finance le remplacement des chaudières à charbon et la modernisation thermique des maisons. Cette suspension a été

justifiée par les ajustements nécessaires sur le programme pour éliminer les incohérences tels que, par exemple, l'installation de pompes à chaleur dans des passoires thermiques. L'arrêt du programme a suscité des fortes critiques de la part des villes (dont Varsovie) et des activistes luttant pour la qualité de l'air en Pologne, pays où la pollution de l'air est responsable de 40 000 morts par an. Il est à noter que le Ministère du Climat et de l'Environnement proposera la création d'un Fonds de transformation afin d'assurer un financement permanent, entre autres, du programme « Air Pur ». En 2025 la Pologne demandera d'alimenter ce programme d'un montant de 2,3 Mds€ du Fonds de modernisation.

Transport

- aérien

Michał Fijoł, PDG de la compagnie aérienne LOT a été remercié le 26 novembre, officiellement suite à un audit défavorable de la LOT, officieusement du fait de divergences au sein de la coalition gouvernementale. Le lendemain la tutelle des entreprises publiques du secteur aérien a été transférée du Ministère des Actifs publics au Ministère des Infrastructures, pour consolider les opérations concernant le projet CPK. Le 28 novembre **les dirigeants de PGL, maison-mère de LOT, ainsi qu'un vice-ministre des Actifs publics ont été débarqués** ; selon la presse, c'est la suite des divergences au sein de la coalition. Tomasz Ludwicki a été nommé PDG par intérim de LOT et Łukasz Chaberski a été nommé président par intérim de PGL. **Michał Fijoł est désormais mandataire de LOT et pourrait éventuellement retrouver son poste de PDG**, dans le cadre d'un concours actuellement en cours.

Un nouveau record a été établi à l'aéroport de Cracovie, plus grand aéroport régional de Pologne : fin novembre l'aéroport a célébré l'arrivée du 10 millionième passager en 2024. On peut s'attendre à ce que le cap de 11 M de passagers soit atteint d'ici la fin de l'année.

- ferroviaire

Trois fabricants du matériel roulant, **Alstom, Stadler et Siemens ont soumissionné à l'appel d'offres de PKP Intercity pour la livraison de 42 rames à deux niveaux** (avec en option 30 rames supplémentaires) et la maintenance pendant une période de 30 ans. La valeur de la commande de base s'élève à près de 10 Md PLN (2,3 Md€), dont 55 % pour l'achat du matériel roulant. La valeur de la commande avec une option pour 30 véhicules supplémentaires s'élève à près de 17 Md PLN (4 Md€).

- routier

Le 18 novembre *NFOŚiGW* a soumis à consultation publique un projet de la version 2 du programme de subventions pour l'achat, le leasing et la location à long terme de voitures électriques. Le programme s'adresse aux particuliers et aux entreprises unipersonnelles. Le projet prévoit le **cofinancement de l'achat d'un véhicule électrique de catégorie M1 jusqu'à 40 000 PLN (9 300 €)**, soit 13 000 PLN (3 000 €) de plus par rapport aux subventions maximales prévues dans l'édition précédente du programme. Son budget s'élève à 1,6 Md PLN (370 M€).

Construction

Le palais du Belvédère, monument historique utilisé comme l'une des résidences du Président de la République de Pologne, va être rénové. Les travaux, estimés à 22,8 M€, seront essentiellement réalisés en 2025. Sa dernière rénovation datait de 2001.

HONGRIE

Énergie

MVM, l'énergéticien national, va verser un dividende anticipé à son unique actionnaire, l'Etat hongrois. Le groupe a réalisé un bénéfice net de 222 Mds HUF (538 M€) durant le premier semestre et versera sous peu un dividende de 126 Mds HUF (305 M€) à l'Etat. L'an dernier, MVM avait versé un dividende anticipé de 308 Mds HUF (747 M€).

- *électricité*

L'ensemble des microentreprises vont redevenir éligibles aux tarifs subventionnés de l'électricité, à l'instar des ménages. Cette mesure était en suspens depuis la crise énergétique de 2022. Une grande partie des microentreprises continuaient néanmoins de bénéficier de tarifs avantageux, car implantées au domicile de leur propriétaire.

Le 22 novembre à midi la consommation d'électricité a atteint un nouveau record, 7 450 MW, essentiellement du fait de basses températures et de l'utilisation accrue de pompes à chaleur.

MAVIR, l'opérateur du réseau électrique, construit un centre de stockage d'électricité d'une capacité de 20 MW, pour un coût estimé à 36,6 M€. Selon le ministère de l'énergie, la capacité totale de stockage installée en Hongrie va doubler l'an prochain et sera multipliée par 20 en 2026. Le gouvernement se donne pour objectif une capacité de 1 GW en 2030.

- *gaz*

Le niveau des réserves de gaz baisse rapidement. Cette évolution tient principalement aux faibles températures observées durant le mois de novembre. Au 1^{er} novembre les réserves de gaz étaient remplies à 93,6%, mais seulement à 80% le 2 décembre. La Hongrie n'est toutefois pas le seul pays d'Europe concerné par cet affaiblissement du niveau des réserves de gaz.

- *énergies fossiles*

György Bacsa, directeur de **MOL Hongrie**, a **indiqué pouvoir se passer de pétrole russe avant 2027, à condition que la Commission accorde une aide** pour effectuer les travaux nécessaires dans les raffineries du groupe. Il estime le coût des travaux à 500 M€. Il a toutefois précisé que, si d'un point de vue technique il était vraisemblablement possible de se passer de pétrole russe d'ici 2 ans, il lui semblait peu réaliste que MOL n'importe plus de pétrole russe.

MOL a signé un accord de coopération avec KazMunayGas, l'entreprise pétrolière publique du Kazakhstan. Les deux entreprises vont renforcer leur coopération en matière de prospection, exploitation, transfert de technologies et industrie pétrochimique. Il s'agit notamment de permettre à KazMunayGas d'utiliser des technologies développées par MOL. L'entreprise hongroise a déjà investi près de 200 M USD (190 M€) dans les énergies fossiles au Kazakhstan.

- *énergie nucléaire*

Le gouvernement a proposé un projet de loi afin d'autoriser l'entreprise en charge du projet de Paks 2 à relever les coûts de construction de la nouvelle centrale nucléaire. Le coût annoncé en 2021, lors de la signature du contrat, était de 12,5 Mds €.

L'autorité hongroise pour l'énergie atomique a validé le rapport préliminaire de sûreté qui conditionne le lancement du coulage du béton. Selon le ministre des Affaires étrangères et du Commerce Péter Szijjarto, le premier béton pourra être coulé en début d'année prochaine.

- *énergies renouvelables*

Au 1^{er} novembre, la capacité installée de panneaux photovoltaïques s'élevait à 7 351 MW, répartie ainsi : 4 000 MW dans des centrales électriques, 2 620 MW pour les ménages et petites entreprises et 723 MW pour des usines qui utilisent l'électricité générée pour leurs propres besoins. La capacité totale a augmenté de 1 300 MW depuis le début de l'année. Il y a désormais environ 288 000 panneaux solaires de petite puissance, principalement utilisés par les ménages et les petites entreprises.

Le bureau gouvernemental du comté de Pest a validé le nouveau permis environnemental de l'usine de Samsung SDI à Göd. La production peut ainsi atteindre 157 080 t contre 130 900 t précédemment, et la quantité de solvants utilisée pourra passer de 14 477 à 22 000 t.

La filiale pétrochimie de MOL va construire une centrale photovoltaïque de 48 MW à proximité de son site de production de Tiszaújváros. Elle sera située sur un emplacement de 66 ha et requerra un investissement de 40 M€. L'électricité produite correspond à 5% des besoins en électricité de la filiale pétrochimie de MOL. Le groupe dans son ensemble opère déjà 5 centrales photovoltaïques, d'une capacité installée totale de 31,5 MW.

Le directeur de Bamo Technology Hungary, la filiale de Huayou Cobalt qui construit une usine de cathodes à Acs, a confirmé que l'investissement n'était pas affecté par le ralentissement

actuel du marché des batteries. Il est prévu que la phase de test de la production débute durant le second semestre 2025. L'usine devra notamment fournir des composants à BMW, pour sa nouvelle usine de Debrecen.

Environnement

Selon le ministère de l'énergie, la taxe de responsabilité étendue du producteur ne sera pas augmentée l'an prochain. Cette taxe sert notamment à payer MOHU, la filiale de MOL en charge de la gestion des déchets municipaux.

Transport

- aérien

L'aéroport de Budapest est désormais le plus grand centre de stockage et de distribution de colis chinois en Europe centrale et orientale. Près de 95% de ces colis, achetés sur des sites tels que Temu, Shein et AliExpress, sont ensuite expédiés dans un autre pays de la région où réside leur destinataire final.

Le premier avion de fret venu de Chine est arrivé à Debrecen le 19 novembre. L'aéroport a pour ambition de devenir un hub logistique important et a récemment réalisé des travaux en conséquence. 4 vols hebdomadaires depuis la Chine sont prévus à partir de la fin du mois de novembre.

Une nouvelle compagnie aérienne nommée *Hungarian Airlines* va très vraisemblablement se lancer dans le transport de passagers. Depuis sa création en 2021, la compagnie s'est focalisée sur le fret aérien entre la Chine et l'Europe centrale. Cependant, un récent accord conclu entre Boeing et les propriétaires chinois de *Hungarian Airlines* suggère que la compagnie va également disposer d'avions de ligne capables de transporter des passagers.

- ferroviaire

Le Ministère de la Construction et des Transports prévoit de transformer l'organisation de la société ferroviaire MAV. Le groupe sera scindé en 3 entités distinctes. La 1^{ère} comprendra MAV Start, Volánbusz et MÁV-HÉV, et s'appellera MÁV Passenger Transport. Une 2^{ème} sera chargée de l'entretien et de la gestion du réseau. La 3^{ème}, MÁV Service Centre, sera chargée de fournir différents services aux deux premières entités.

Le ministère a également détaillé les travaux de rénovation qui porteront sur 317 km de rails. 50 km seront électrifiés et les limitations de vitesse seront levées sur 119 km. Près de 500 km de rails seront aussi mis en opération via un système centralisé.

Suite à une proposition d'Alexandra Szentkirályi, responsable du groupe Fidesz-KDNP au conseil municipal de Budapest, le ministre de la Construction et des Transports Janos Lazar a déclaré qu'il ne sera bientôt plus nécessaire de prendre des tickets pour les chiens et les vélos dans les trains de la MAV, ainsi que dans les Volánbus.

Selon le PDG de la MAV, le nouveau centre d'urgence de la société sera opérationnel en début d'année prochaine et couvrira à la fois les trains et les bus.

- routier

En octobre, le nombre de nouvelles plaques d'immatriculation vertes a diminué de 11% par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la première baisse en glissement annuel. Celle-ci s'explique par une modification de la régulation, qui ne permet plus aux véhicules hybrides de bénéficier de plaques vertes depuis le 1^{er} septembre. Les immatriculations de véhicules électriques ont diminué de 7,5% par rapport à septembre, mais sont en augmentation de 36% en glissement annuel.

- urbain

Une nouvelle unité municipale de forces de l'ordre va être créée afin de patrouiller dans le réseau de transports publics de Budapest, suite à une décision du conseil municipal. Dans un premier temps, elle comptera 75 agents.

Selon des articles de presse, la BKK étudie la possibilité de déployer des trams sur les portions électrifiées des lignes HEV. En effet, les trains HEV sont parmi les plus vieux du réseau de transport et leur entretien pose de nombreuses difficultés.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Climat

Le Ministère tchèque de l'Environnement, via le Fonds national pour l'environnement, a annoncé un **appel à subventions doté de 30 M CZK (1,2M€) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre fluorés**. Ces gaz, utilisés dans des équipements tels que les systèmes de réfrigération et les pompes à chaleur, ont un potentiel d'effet de serre très supérieur à celui du CO₂. Les subventions, ouvertes aux professionnels certifiés, centres de formation et établissements d'enseignement, financeront des projets visant la collecte, la régénération et la formation à la manipulation des gaz fluorés. Chaque projet pourra recevoir entre 16 000 et 160 000 €. Les candidatures sont attendues du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 ou jusqu'à épuisement des fonds. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#). Site du [Fonds national pour l'environnement](#).*

Le Ministère de l'Environnement tchèque a donné un avis favorable à la première phase d'évaluation d'impact environnemental du projet de réservoir polyvalent de *Vlachovice*, dans la région de *Zlín*. Ce projet, intégré à la planification régionale, vise à **protéger la région contre les inondations et à assurer un approvisionnement en eau stable en période de sécheresse**, dans un contexte de changement climatique. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Le Ministère de l'Environnement lance deux appels à projets de 800 M CZK (32 M€) pour diversifier et renforcer la résilience des paysages face au changement climatique. Ce financement soutiendra la création de haies, bassins, zones humides, brise-vent et d'autres éléments écologiques permettant d'augmenter la biodiversité, limiter l'érosion des terrains et de retenir l'eau dans les sols. Les candidatures, ouvertes depuis le 20 novembre 2024, peuvent couvrir jusqu'à 100% des coûts pour des projets de plus de 5 M CZK (0,2 M€). Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

Énergie

-CEZ Group

L'électricien national CEZ revoit à la hausse ses prévisions annuelles pour 2024, avec un EBITDA attendu autour de 5 Mds€ et un bénéfice net proche de 1 Md€. Après 3 trimestres 2024, le groupe affiche un EBITDA de 100 Mds CZK, en hausse de 5 Mds CZK par rapport à la même période 2023. Le bénéfice net s'établit à 23,4 Mds CZK (936 M€), en baisse de 6,4 Mds CZK par rapport à 2023. **Sur 3 trimestres, la production d'électricité d'origine renouvelable et nucléaire est restée stable, à 25 TWh, par rapport à de 2023, tandis que la production fossile a diminué de 2 %, atteignant 11,8 TWh.** Les investissements de CEZ ont atteint 34,8 Mds CZK (1,4 Md€), en hausse de 6,8 Mds CZK par rapport à 2023. Ils ont majoritairement été réalisés dans les énergies renouvelables, le nucléaire et les infrastructures de distribution. Durant cette même période, CEZ a connecté 42 000 nouvelles installations de production, dont 40 000 solaires pour une capacité de 474 MW. *Plus d'information : communiqué de [CEZ](#).*

- gaz

Selon le Ministère tchèque de l'Industrie et du Commerce, **la Tchéquie ne sera pas affectée par l'augmentation des frais de transit du gaz en Allemagne**. Si ceux-ci passeront de 2,50 à 2,99€ par MWh à partir de janvier, la hausse ne s'appliquera pas aux importations de gaz tchèque. L'information a été confirmée par le porte-parole du ministère, Marek Vosahlik, auprès de l'agence ČTK. Cette clarification écarte les craintes d'une éventuelle hausse des prix du gaz, estimée à 6 % par le quotidien *Ekonomický deník* pour d'autres pays de la région. *Plus d'information : [article Denik.cz](#)*

Au 1^{er} novembre 2024, les réserves de gaz en Tchéquie atteignaient 93 % de leur capacité (3,24 Mds m³), dépassant l'objectif européen de 90 %. Malgré une hausse de la consommation

en septembre liée à des températures plus basses, la demande annuelle reste inférieure à celle de 2023. Selon le Ministère de l'Industrie et du Commerce, ces niveaux garantissent un approvisionnement énergétique stable et sécurisé pour l'hiver 2024-2025. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

-nucléaire

Le Ministère de l'Environnement a entamé une étude d'impact environnemental (EIE) pour le **projet de petit réacteur modulaire (SMR) soumis par ČEZ sur le site de Temelín**. Cette unité, composée d'un à deux réacteurs, avec une capacité maximale totale de 500 MW, sera intégrée à l'infrastructure de la centrale nucléaire existante. Le projet est actuellement en phase d'examen préalable, étape de recueil des observations des différentes parties prenantes, incluant les municipalités, les autorités régionales, les organisations étatiques et diverses entités publiques. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

-ENR

Le débat sur l'amendement à la loi sur l'énergie Lex RES III a été reporté au 11 décembre par la Chambre des députés, ce qui rend difficile son adoption avant la fin de l'année et sa mise en application dès 2025. Ce retard de transposition de la directive européenne 2019/944 (prévue pour janvier 2021) expose le pays à des sanctions estimées à plusieurs milliards de couronnes et à une possible perte de financements du plan de relance (mis en suspens actuellement). L'amendement proposé par le Ministère des Finances vise à **réduire le subventionnement des installations photovoltaïques (supérieures à 30kW) mises en service en 2009-2010**, et à introduire des contrôles individualisés sur leur rentabilité pour limiter la captation des subventions par un faible nombre d'acteurs. L'adoption de cet amendement pourrait entraîner, selon l'Association solaire tchèque, des contentieux juridiques de la part de trois investisseurs étrangers (*Energy*, *Photon Energy Group* et *Voltaic Network*). *Plus d'information : articles [Seznam Zpravy](#), [Echo24.cz](#) (1 ; 2) ; communiqué du [Ministère des finances](#).*

L'Agence tchèque de standardisation (ČAS) a révisé la norme ČSN 33 2130 sur les installations électriques basse tension. Cette nouvelle version entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et introduit des normes pour les installations photovoltaïques, les infrastructures de recharge et les communications électroniques. Elle vise à améliorer la sécurité et la fiabilité des câblages électriques tout en intégrant les évolutions technologiques depuis 2014. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#), e-shop [ČAS](#).*

-hydrogène

Le 6 novembre 2024, l'opérateur tchèque de réseaux de transport de gaz NET4GAS a organisé un *Dialogue sur le réseau d'hydrogène tchèque (Czech Hydrogen Backbone Dialogue)*, parrainé par le Ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce dialogue a réuni plusieurs opérateurs de réseaux de transport de gaz européens : GASCADE et OGE (Allemagne), Eustream (Slovaquie), DESFA (Grèce), GTSOUA (Ukraine) et Bulgartransgaz (Bulgarie), et avait pour objectif d'échanger sur : (i) l'utilisation du réseau gazier tchèque par le secteur de l'hydrogène, et (ii) la planification de corridors européens favorisant l'importation d'hydrogène renouvelable. Les opérateurs projettent de **demander à la Commission européenne la création d'un nouveau Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC)** dédié aux infrastructures hydrogène, dans la continuité des PIIEC hydrogène déjà lancés, tels que Hy2Tech (2022) et Hy2Use (2023), auxquels la Tchéquie a participé, ainsi que Hy2Infra (2024) et HyMove (2024). *Plus d'information : communiqué de [Net4Gas](#) et du [MPO](#).*

Biodiversité

Le Ministère tchèque de l'Environnement a approuvé un amendement à la loi sur les dommages environnementaux pour **renforcer la prévention et la réparation des accidents majeurs**. Cet amendement clarifie la définition des dommages environnementaux, accélère les procédures, et prévoit des financements via le Fonds d'environnement tchèque en cas de défaillance du responsable. Il attribue également à l'Agence pour la protection de la nature et des paysages la responsabilité de l'évaluation des impacts sur les espèces et habitats protégés. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Le Ministre tchèque de l'Environnement, Petr Hladík, a représenté la Tchéquie lors de la 16^{ème} Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP 16) à Cali, en Colombie. Il a plaidé pour une optimisation des mécanismes financiers existants afin de rationaliser le financement de la biodiversité et d'éviter les doublons administratifs. Petr Hladík a également mis en avant **l'expertise tchèque en matière de restauration des zones humides et de suivi de la biodiversité**. En marge de la conférence, il a tenu des entretiens bilatéraux avec des représentants du Kenya et de la Corée du Sud pour renforcer la coopération internationale dans ces domaines. Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

- environnement

Le gouvernement tchèque a approuvé une mise à jour du **cadre stratégique République tchèque 2030 (CR 2030), étendu à horizon 2050**, pour intégrer les piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable et transposer les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies au niveau national. La Tchéquie figure actuellement au 12^{ème} rang sur 167 pays dans l'indice ODD. *Plus d'information : communiqué du MZP, site [République tchèque 2030](#).*

Le gouvernement tchèque a pris note du **Rapport sur l'état de l'environnement 2023**. Si celui-ci souligne une amélioration de la qualité de l'air et la possibilité d'atteindre une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, il souligne la persistance de problèmes majeurs. Ainsi, la consommation énergétique des transports, dominée à 90 % par les combustibles fossiles, continue d'augmenter ; un tiers des cours d'eau restent fortement pollués par les pesticides et les médicaments ; les sols agricoles de qualité disparaissent et les forêts, très largement dominées par les conifères, manquent de diversité. *Plus d'information : communiqué du MZP ; rapport sur l'état de l'environnement 2023 ; bases de données [Envirometr](#).*

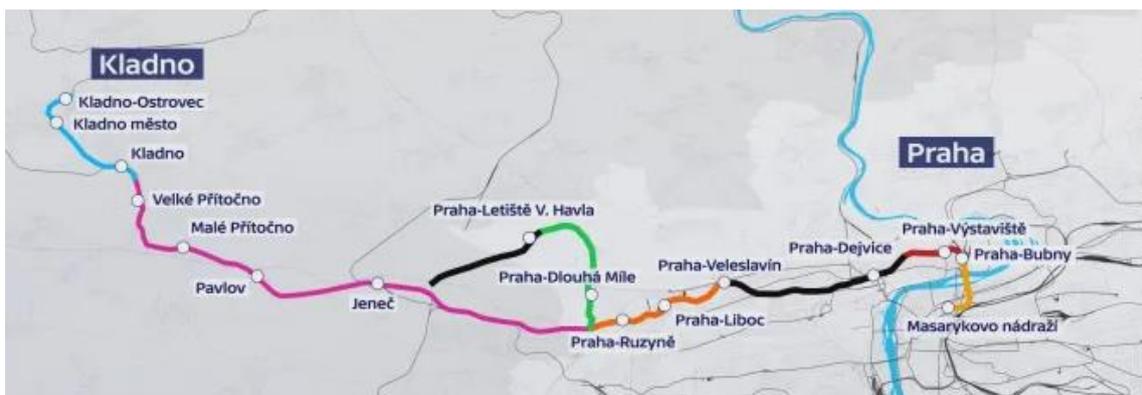
Transport et infrastructures

- financement des infrastructures 2025

Dans le cadre de la loi des finances 2025, **l'autorité de financement des projets d'infrastructures (SFDI) disposera d'un budget d'environ 6,4 Mds€**, en hausse de 7 % par rapport à 2024, dont environ 1,5 Md€ provenant de ressources européennes. Près de 69 % du budget (110 Mds CZK) est destiné aux investissements. Une enveloppe de 80,7 Mds CZK (50,3% du total) sera attribuée à la Direction des routes et des autoroutes. Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires disposera de 62,7 Md CZK (39%).

- ferroviaire

Lancement du 1^{er} PPP ferroviaire : Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaire, *Správa železnic*, a lancé un appel d'offres sous forme de dialogue compétitif pour le 1^{er} projet PPP ferroviaire. **Le concessionnaire sélectionné sera en charge de la construction de la liaison ferroviaire entre l'aéroport Václav Havel et Prague**. Plusieurs tronçons sont prévus : (i) Prague-Veleslavín → Prague-Ruzyně ; (ii) Prague-Ruzyně → Aéroport Prague-Václav Havel ; (iii) la création d'une nouvelle gare à l'aéroport et (iv) le raccordement de l'aéroport Václav Havel à la ligne Prague - Aéroport – Kladno. Le lauréat assurera également la maintenance de la ligne pendant 25 ans. La valeur estimée du contrat, qui devrait être signé en 2026, est d'environ 3,4 Mds €, incluant les paiements pour l'accessibilité de la ligne, qui doit être opérationnelle en 2030.



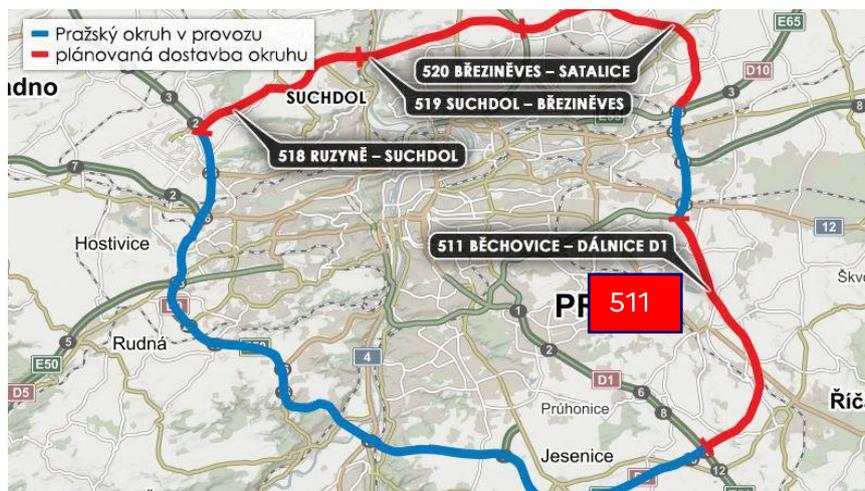
Trains de nuit : L'opérateur national *České dráhy* suspendra pour un an le train de nuit Prague-Zurich via Vienne en raison de travaux sur les lignes ferroviaires autrichiennes (entre Linz et Wels). Pendant cette période, l'opérateur allouera ses capacités libérées à sa deuxième liaison de nuit Prague - Dresde - Bale - Zurich.

ETCS : Avec la mise en service du système ETCS de façon exclusive en janvier 2025, le **Ministère tchèque des Transports prévoit de désactiver progressivement le système de sécurité national et de supprimer les autres dispositifs de signalisation existants** (sémaphores). Ce choix, différent des autres pays européens, est critiqué par les associations ferroviaires qui pointent le taux élevé de défaillances du système ETCS (sur les 215 véhicules équipés en unités ETCS, près de 78 présentent des dysfonctionnements), de longs délais de traitement des réclamations (3 mois en moyenne) et le manque de pièces de rechange. Sur ce dernier point, *Alstom* vient d'annoncer l'ouverture d'un entrepôt spécial de pièces détachées sur son site à Česká Lípa.

Expansion de RegioJet : L'opérateur privé *RegioJet* a réussi, après de nombreuses années, à obtenir de la part de l'Office des transports ferroviaires polonais *UTK* une autorisation pour opérer en mode commercial (*open access*) des services intérieurs sans restriction en Pologne sur les liaisons Cracovie-Gdynia, Cracovie-Varsovie et Varsovie-Gdynia du 14 décembre 2025 au 14 décembre 2030.

- routier

Périphérique de Prague : *EUROVIA*, en consortium avec *PORR*, a remporté le contrat (391 M€) de construction du tronçon 511 de 12,6 km du périphérique de Prague. Ce tronçon relie l'autoroute D1 et Běchovice. Les travaux de construction sont prévus entre décembre 2024 et 2027. La construction du périphérique de Prague est divisée en onze sections, dont sept ont déjà été achevées. Outre le tronçon 511 vers l'autoroute D1 au sud, il reste encore trois étapes à réaliser dans la partie nord entre Ruzyně, Suchdol, Březiněves et Satalice pour laquelle le format PPP est prévu.



Légende : --- en service --- non achevé

- aérien

Renforcement des liaisons aériennes avec la Corée du Sud : l'aéroport de Prague sera desservi depuis la Corée du Sud sept fois par semaine. *Asiana Airlines*, l'une des deux principales compagnies aériennes coréennes, a obtenu l'autorisation du Ministère coréen des Transports d'opérer trois créneaux aériens sur les sept disponibles et complétera ainsi l'offre de *Korean Air* qui opère déjà quatre vols par semaine. Par ailleurs, ces deux compagnies, après avoir obtenu l'agrément final de la Commission européenne, vont prochainement fusionner.

Hausse des tarifs : La compagnie aérienne tchèque *Smartwings* a annoncé une hausse tarifaire à compter du 1^{er} janvier 2025. Le supplément, variant selon l'itinéraire entre 3 et 15 € pour un aller simple, vise à couvrir les coûts engendrés par les exigences environnementales de la

Commission européenne (obligation d'avoir dans les réservoirs 2% du carburant durable, SAF, à partir de 2025).

Fonds européens

La Tchéquie a soumis une demande à la Commission européenne pour un paiement de 41 Mds CZK (1,64 Md€) dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), comprenant plus de 37 Mds CZK (1,48 M€) de subventions et 4 Mds CZK (160 M€) de prêts. La Commission a rendu une évaluation préliminaire favorable, validant 63 jalons et objectifs, mais a relevé deux jalons incomplets, retardant ainsi le versement total des fonds. La décision finale est attendue d'ici fin 2024. Le montant de 4,1 Mds CZK (164 M€) reste bloqué en raison de l'inachèvement de la réforme des soins de longue durée, qui vise à améliorer l'accompagnement des personnes âgées et vulnérables. De même, 2,4 Mds CZK (96M€) sont retenus jusqu'à l'adoption de l'amendement LEX RES III, destiné à renforcer la transparence des raccordements énergétiques (cf. supra). Ces réformes doivent être finalisées d'ici mi-2025 pour permettre le déblocage complet des fonds. *Plus d'information : [communiqué du MPO](#) ; [site du Narodni Plan Obnovy](#).*

SLOVAQUIE

Énergie

Sur trois trimestres 2024, les exportations nettes d'électricité vers l'Ukraine ont atteint 1,9 TWh, cinq fois plus que lors de la même période l'année dernière.

La vice-Première ministre et ministre de l'Economie Denisa Sakova s'est rendue à Saint-Pétersbourg le 4 décembre pour y rencontrer les dirigeants de Gazprom. Elle était accompagnée par le DG de la société de gaz slovaque SPP M. Ferencz. Pour mémoire, les livraisons du gaz russe en transit via l'Ukraine devraient s'arrêter au 1^{er} janvier 2025.

- électricité

Le 20 novembre, le Premier ministre Robert Fico et la ministre de l'Economie ont annoncé le **maintien du prix de l'électricité pour les ménages en 2025 au même niveau que 2024**. Selon les anciens termes du mémorandum signé avec le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, le prix aurait dû passer de 61,21 €/MWh hors taxes et prélèvements en 2024 à 66,7 €/MWh en 2025. Selon le ministère, le gel de prix représente des économies de 140 à 200 €/an pour les ménages qui n'utilisent pas l'électricité pour le chauffage. Au total, le coût assumé par Slovenske elektrarne s'élève à 267 M€, dont 36 M€ correspondent au maintien du prix à 61,21 €/MWh. En contrepartie, d'ici 2026, le gouvernement s'est engagé à ne pas soutenir la modification ou l'introduction de nouveaux prélèvements et taxes.

- gaz

Le 11 novembre, la société gazière SPP a signé un contrat avec la société azerbaïdjanaise **SOCAR portant sur la fourniture du gaz**. Les volumes de ce contrat n'ont pas été dévoilés. Le président de la République Peter Pellegrini, en déplacement à Bakou en novembre, a déclaré que les autorités azerbaïdjanaises étaient prêtes à garantir les livraisons par les gazoducs en provenance de Turquie puis Bulgarie vers la Slovaquie et qu'elles étaient également prêtes à faciliter le transit via le territoire ukrainien. Le DG de SPP a indiqué que les premières livraisons en décembre devraient passer par l'Autriche et le hub transfrontalier à Baumgarten.

La société chargée du transit du gaz à travers le territoire slovaque, **Eurostream (contrôle managérial assuré par le groupe tchèque EPH)**, a **maintenu sa notation BBB avec une prévision stable selon l'agence Fitch**. Malgré la chute significative de son CA ainsi que des flux de gaz russe vers l'Europe par les gazoducs d'Eurostream, Fitch valorise les dernières approbations de tarifs, les réserves de liquidité de la société et la politique financière prudente pour maintenir le ratio de la dette nette et d'EBITDA en dessous de 2,0x à tout moment.

- nucléaire

Le 27 novembre, les députés ont amendé la loi interdisant l'importation des déchets radioactifs, afin de pouvoir les traiter dans les établissements slovaques opérés par la société publique JAVYS. En effet, la capacité du centre de traitement des déchets sur le site de Jaslovske Bohunice a doublé, en d'un volume de traitement de 240 t à 480 t/an. Les déchets traités sont ensuite réexportés vers les pays d'origine. JAVYS a récemment traité des déchets en provenance de la centrale nucléaire italienne Caorso (865 t).

Le 14 novembre, la centrale nucléaire V2 à Jaslovske Bohunice a fêté le quarantième anniversaire de l'opération de son premier réacteur. Avec le deuxième réacteur lancé une année plus tard, la centrale V2 a produit plus que 240 M MWh d'électricité jusqu'à aujourd'hui. La capacité installée grâce à la modernisation est passée pour chaque réacteur de 440 MW à 500 MW. La centrale produit également de la chaleur urbaine – 16 M MWh depuis le lancement en 1984.

Le 15 mai dernier, le gouvernement slovaque a approuvé la construction d'un nouveau réacteur nucléaire de 1200 MWe à Jaslovské Bohunice. Près de six mois après, le 20 novembre, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé le **dossier présenté par le Ministère de l'Économie qui précise les grandes échéances de calendrier et le coût de construction estimé (10 Mds€).** Le modèle de financement reste encore indéterminé, de même que l'entité en charge de gérer le projet, qui devrait être, selon les propos des autorités slovaques, 100 % étatique. Selon le calendrier prévisionnel, le processus de notification sur les règles du marché et les aides d'Etat à la Commission européenne devrait être lancé au printemps 2025 pour un lancement officiel de l'appel d'offres en juin 2025. Le contrat devrait être signé au printemps 2027 pour lancer les travaux de construction en 2032 afin de parvenir à l'exploitation commerciale en 2040.

Transport

- routier

Le 26 novembre, la Société nationale des autoroutes a lancé un [appel d'offres concernant la construction de l'autoroute D3 au nord du pays](#). Le tronçon entre Žilina et Kysucké Nové Mesto est d'une longueur de 11,2 km et la valeur estimée de ce marché s'élève à 507,4 M€. Les intéressés peuvent répondre jusqu'au 25 février.

Le 22 novembre, la Société nationale des autoroutes a lancé un [appel d'offres concernant la bretelle de l'autoroute Lietavská Lúčka – Žilina au nord du pays](#). La valeur estimée de ce marché est de 76,4 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 4 février.

La société municipale chargée du transport public à Bratislava, DPB, achètera 110 nouveaux bus diesel à plancher surbaissé de la société SOR Libchavy du groupe tchèque EP Industries. Les bus ont une capacité de 177 passagers. SOR a proposé une offre à hauteur de 44 M€ pour une valeur estimée du marché de 49 M€.

Fin novembre, les députés ont approuvé la modification du péage pour les poids lourds qui, à partir du 1^{er} janvier 2025, prend en compte également les émissions de CO₂ et les coûts externes liés à la pollution de l'air par le trafic. Cet amendement introduit la directive européenne Eurovignette. Afin de soutenir les transporteurs alors qu'ils doivent s'adapter à la nouvelle législation européenne en équipant leurs camions de tachymètres intelligents, les députés ont baissé la taxe sur les poids lourds.

- ferroviaire

[L'appel d'offres de la société de transport public municipal à Bratislava, DPB, pour l'achat de 60 tramways](#) d'une longueur de 49 m avec une capacité minimale de 345 passagers pour une valeur estimée de marché de 404,5 M€ été prolongé du 9 décembre au 7 janvier 2025.

Le consortium **EUROVIA** (groupe Vinci), ELZA et GJW Praha a proposé le prix le plus bas pour la deuxième étape de modernisation des lignes de tramways à Kosice. L'offre du consortium était de 65 M€. Ce projet devrait être financé par le Plan de relance et de résilience.

- aérien

Le Ministère des Transports a lancé un appel d'offres pour sélectionner la société aérienne qui assurera la ligne directe entre la capitale et la deuxième ville du pays située à l'est, Kosice. Les avions devraient avoir une capacité minimale de 40 passagers pour des vols tous les lundis, mercredis, vendredis, matin et soir et un vol dans la soirée des dimanches. Le prix d'un billet devrait coûter entre 80 € (sans bagages en soute) à 90 € pour un aller simple ou 130 € (145 € avec bagages) pour un billet aller-retour.

LITUANIE

Énergie

Les gouvernements sortants de Lituanie et des États-Unis ont signé un accord de coopération pour le développement d'un programme nucléaire civil. Avec cet accord, les Américains se seraient engagés à fournir une étude de faisabilité sur la mise en place de SMR (small modular reactors) en Lituanie, ainsi qu'une étude du modèle économique de ce projet. L'accord prévoit également des échanges d'experts pour promouvoir les normes de sûreté, partager les meilleures pratiques en matière de gestion d'une centrale et former la main-d'œuvre. Cette étude servirait alors à nourrir la prise de décision d'ici 2028 par les autorités lituaniennes sur le recours à l'option SMR.

- infrastructures électriques

Le Ministère des Transports et des Communications, ainsi que celui de l'Environnement, ont modifié, afin de les simplifier, les dispositions relatives à la pose de câbles électriques souterrains le long des routes. Il est désormais possible d'installer des câbles souterrains de plus de 35 kV dans l'emprise de la route, ce qui facilite la mise en œuvre de projets d'importance nationale et d'autres projets stratégiques.

- énergies renouvelables

Au cours des dix premiers mois de 2024, la Lituanie a produit plus d'énergie qu'elle n'en a importé et qu'elle n'en avait produit à la même période en 2023. **62 % de la consommation d'énergie du pays a été produite sur le territoire national.** L'augmentation de la production des énergies renouvelables y a contribué. La production d'électricité par des centrales solaires est passée de 0,63 TWh en 2023 à 1,38 TWh durant les onze premiers mois de 2024. La production d'énergie éolienne a également connu une croissance importante en passant de 2,52 TWh en 2023 à 2,85 TWh au cours des onze premiers mois de 2024.

La Lituanie a lancé le 18 novembre une nouvelle enchère pour son second projet de parc éolien en mer, d'une capacité de 700 MW. Les offres sont attendues d'ici au 18 mars 2025, pour une mise en service en 2032. Ce projet doit permettre au pays d'atteindre ses objectifs d'indépendance énergétique et de décarbonation de son économie. L'impact environnemental d'un tel projet doit encore être évalué et les candidats devront apporter des garanties en matière de protection de l'environnement marin pour être sélectionnés.

-efficacité énergétique

Un financement d'environ 67 M€ est prévu sur le budget national pour la rénovation des bâtiments publics afin d'améliorer leur efficacité énergétique. Les candidats devront prévoir de moderniser leurs bâtiments, de produire de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et d'installer des abris là où cela est nécessaire et disponible. Ce projet s'inscrit dans l'objectif de la Lituanie de rénover 510 000 m² de bâtiments publics d'ici à 2030.

Transport

- routier

La construction du second pont A. Meškiniš, à Kaunas, a été finalisée après deux ans de travaux et la circulation a pu y reprendre. Il s'agit d'un des projets d'infrastructure routière les plus importants de Via Lietuva depuis trente ans. Cette construction permettra de sécuriser la

circulation sur l'autoroute la plus fréquentée de Lituanie tout en participant au projet de sécurisation militaire des infrastructures routières du pays. Le coût total du projet est de 70,5 M€, dont 37 M€ de financement européen.

L'agence lituanienne de l'énergie a émis deux nouveaux appels à candidatures adressés aux personnes morales afin de bénéficier d'un soutien public pour l'installation de bornes de recharge privées pour les véhicules électriques. Les copropriétés, les gestionnaires d'immeubles et les exploitants de lampadaires peuvent en bénéficier. Le montant total des subventions allouées dans le cadre de ces appels est de 1,5 M€.

- ferroviaire

La société LTG Infra a émis un nouvel appel d'offre pour la construction de la structure, des ouvrages d'art et des routes locales de 12,1 km permettant de **finaliser le tronçon Šėta-Ramygala dans le cadre du projet Rail Baltica**. Les procédures de passation de marchés devraient aboutir et le contrat devrait être signé au cours du deuxième trimestre 2025. La même année, des passations de contrats et des mises en construction sont prévues pour les tronçons Kaunas-Šveicarija, Ramygala-Berčiūnai et Berčiūnai-Joniškėlis. Au total, ces projets représentent 114 km sur les 392 km de Rail Baltica en Lituanie.

- pistes cyclables

En raison d'un intérêt insuffisant du marché concernant les appels d'offre pour le développement de l'infrastructure de bornes de recharge, le Ministère des Transports et des Communications a proposé de réallouer des crédits inscrits dans le PNRR et d'investir 33,7 M€ afin de développer des pistes cyclables dans 42 municipalités lituaniennes. Ces financements doivent permettre de **restaurer ou construire l'équivalent de 76 km de pistes d'ici à mi-2026**. Si la Commission accepte la proposition du gouvernement, dans son avis qu'elle rendra à la fin de l'année, la totalité des investissements dans les infrastructures pour les transports sans moteur s'élèvera à 134 M€ pour la période 2021-2027, contre 9,8 M€ pour la période 2014-2020.

- aérien

Le gouvernement a approuvé une augmentation de la participation autorisée au capital de l'entreprise Lithuanian Airports (LOU). 5 M€ doivent permettre de développer de nouvelles liaisons aériennes grâce à un partage des risques avec les compagnies privées au moment de l'investissement. Avec ce nouvel investissement, l'État espère développer de nouvelles connexions aériennes avec les États-Unis, Madrid, Tel Aviv ou encore Genève.

- transports en commun

Le Ministère des Transports et des Communications prévoit d'allouer **36 M€ supplémentaires pour soutenir l'achat de 80 nouveaux bus électriques et à hydrogène**. Les nouveaux véhicules circuleront dans la municipalité de Vilnius. Cet investissement est permis par les fonds du budget européen 2021-2027. Dans ce contexte, les candidats du secteur privé qui exercent des activités de transport de passagers dans la municipalité de Vilnius peuvent demander des subventions pour l'achat de bus alimentés par des carburants alternatifs jusqu'au 31 décembre. Des investissements publics avaient permis, au début de l'année 2024, d'acheter 300 bus n'émettant pas de gaz à effet de serre pour les petites municipalités.

LETTONIE

Énergie

34% des actions de la compagnie gazière JSC Latvijas Gaze, détenues par la compagnie russe Gazprom, ont été rachetées par la société à finalité spéciale *Energy Investments*, créée en 2023 par les membres du conseil d'administration de *JSC Latvijas Gaze* et la société lituanienne *Haupas*. Pour mémoire, un accord a été conclu l'automne dernier entre le fonds d'investissement *Marguerite Gas II S.A.R.L*, basé au Luxembourg, et *Energy Investments* pour l'achat de l'ensemble des actions détenues par *Marguerite* (28,97%). La transaction a été réalisée avec le soutien de la banque *Rietumu Banka*. Désormais, la majorité des actions de *JSC Latvijas Gaze* appartient à des ressortissants lettons et les principaux actionnaires sont *Energy*

Investment (27,85 %), Rietumu Banka (28,97 %), Uniper Ruhrgas International (18,26 %), Itera Latvia (16 %) et Haupas (6,15 %).

L'entreprise énergétique Latvenergo AS vient d'acquérir à 100% le projet de parc solaire d'Aizpute, visant une capacité de 265 MWp d'ici 2025, auprès de l'entreprise danoise Danish Sun Energy ApS. Les panneaux solaires seront équipés d'un système innovant de suivi solaire à axe unique, qui permet de repositionner les panneaux solaires dans les directions est et ouest, augmentant ainsi le temps de production effectif du parc solaire dans les heures du matin et du soir. Grâce à ce système, la production annuelle d'électricité augmenterait d'environ 11% par rapport aux parcs solaires traditionnels orientés vers le sud. Le coût du projet est estimé à 135 M€. *Plus informations [ici](#).*

Le producteur d'énergie renouvelable **Utilitas Wind a inauguré le premier système de stockage d'énergie par batterie (BESS) en Lettonie.** Ce système de stockage, d'une puissance totale de 10 MW et d'une capacité de 20 MWh, est situé dans la région de Ventspils, sur le territoire du parc éolien de Targale, mis en exploitation par *Utilitas Wind* à l'été 2022 L'investissement total pour ce projet s'élève à 7 M€. *Plus d'informations [ici](#).*

Le port de Riga se prépare pour le secteur éolien : le gouvernement letton a approuvé un investissement de 64,5 M€ pour transformer 30 ha du port de Riga, Kundziņsala, en un centre de production pour l'industrie de l'énergie éolienne (off- et onshore).

ESTONIE

Un audit met en évidence les manquements de l'entreprise publique Eesti Energia à ses obligations environnementales. La société Sorainen a publié, jeudi 19 novembre, son rapport d'audit sur l'entreprise d'Etat chargée de la production d'énergie, *Eesti Energia*. Le rapport, commandé par le Ministère des Finances, a mis en évidence 35 violations entre 2020 et 2023 concernant le respect des exigences environnementales, la présentation de données erronées et la prise de risques financiers.

La centrale d'*Enefit Power*, une filiale d'*Eesti Energia*, a dépassé pendant plusieurs années les limites environnementales concernant les émissions de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote. Les systèmes de surveillance des émissions de la centrale étaient équipés de limiteurs qui plafonnaient les niveaux de pollution enregistrés.

En outre, la prise de risques financiers, notamment sur les couvertures d'assurance, ont entraîné une perte de 288,2 M€ pour *Enefit Power* sur une période de quatre ans.

La société estonienne Olerex a été condamnée à 300 000 € d'amende pour une seconde violation des exigences en matière de biocarburants. La Cour Suprême d'Estonie a confirmé la condamnation par l'Office de l'Environnement d'*Olerex*, principal fournisseur de carburant automobile dans le pays, coupable d'avoir introduit un volume insuffisant de biocarburants sur le marché en 2022. La société estonienne est condamnée pour la seconde fois en l'espace de deux ans pour la même infraction et devra s'acquitter d'une amende de 300 000 €.

Initialement, l'Office de l'Environnement avait condamné la société estonienne à une amende de 8 M€, avant que l'amende soit abaissée à 1 M€ par le Tribunal du Comté de Tartu et finalement réduite à 300 000 € par la Cour Suprême. L'année dernière, *Olerex* a affiché un chiffre d'affaires de 559,3 M€ et a réalisé environ 6,4 M€ de profit.

Selon l'expert en droit pénal économique Marko Kairjak, alors que l'Union européenne fait pression sur les Etats Membres pour imposer des condamnations à plusieurs millions d'euros sur les sujets de violations environnementales, l'Estonie a jusqu'à présent été très prudente dans l'introduction de telles mesures. Les amendes imposées par la Cour Suprême n'atteignaient généralement pas plus de 10 000 €. Cette nouvelle condamnation d'*Olerex* semble ouvrir la voie à des condamnations plus lourdes.

Énergies renouvelables

- solaire

Le producteur estonien d'énergies renouvelables *Sunly* a débuté la **construction du plus grand parc photovoltaïque des Etats Baltes**, dans la commune de Lääne-Nigula, au nord-ouest du pays. Le projet de 125 M€ sera **financé par des capitaux privés en provenance d'investisseurs français (*Rivage Investment*)** et scandinaves (*Copenhagen Infrastructure Partners, Norwegian Kommunal Landspensjonskasse*). Le parc, opérationnel fin 2026, aura une capacité de 244MW et sera capable de générer de l'électricité pour 55 000 foyers.

Selon le PDG de *Sunly*, un **projet de batteries de stockage**, situé dans la même région, devrait voir le jour dans les années à venir. Ce projet permettrait d'aider à stabiliser le prix de l'électricité. En outre, l'entreprise a signé un accord avec la municipalité de Lääne-Nigula garantissant à cette dernière 0,6 % des recettes du parc.

Transport

Le Ministère du Climat a exprimé son ambition d'**investir plus de 100 M€ dans le développement des infrastructures de transport public et de mobilités douces** dans les cinq années à venir. Les projets seront co-financés avec le Fonds européen de développement régional dans les villes de Tallinn, Tartu et Pärnu.

Pour ce faire, le ministère a alloué respectivement 20 M€ et 15,5 M€ de fonds européens, pour la construction de deux nouvelles lignes de tramway à Tallinn, qui devraient être opérationnelles à compter de 2029.

En outre, Tallinn recevra 19,7 M€ pour développer les pistes cyclables et pour améliorer les connections entre les différents modes de transport. 26 M€ seront alloués aux villes de Tartu et de Pärnu pour développer les pistes cyclables.

Environnement

-secteur forestier

Le Ministère du Climat a proposé de maintenir les volumes d'abattage de bois, opéré par le Centre de gestion des forêts de l'État (RMK), pour 2025 au même niveau que 2024, soit 9 180 ha. Le quota sera effectif pour une durée de cinq ans.

Si l'Association Estonienne des Industries de la Forêt et du Bois (EMPL) s'est déclarée satisfaite du quota, le Fonds estonien pour la Nature estime qu'un tel objectif n'est pas conforme aux objectifs environnementaux à long terme de l'Estonie et soutient que les volumes d'abattage devraient être réduits.

L'enjeu est de trouver un juste milieu entre les obligations environnementales et économiques de l'Estonie. D'une part, les espaces forestiers, qui couvrent plus de la moitié du pays, sont des puits de carbones essentiels et possèdent une biodiversité riche. D'autre part, l'industrie du bois est au centre du commerce extérieur du pays, réalisant plus de 3 Mds€ d'exportations par an. Le RMK a lui-même généré 88,7 M€ de revenus pour l'État estonien en 2023 et prévoit 119,6 M€ de dividendes pour 2024.

Agenda

1^{er} janvier– 30 juin 2025	Présidence polonaise du conseil de l'UE - voir le programme
14-15 janvier 2025	Storage Energy Summit , à Nadarzyn
30-31 janvier 2025	Conférence “The European way of growth: a growth policy for a secure, resilient and globally competitive European Union” , à Cracovie
19 février 2025	Forum de la Sécurité Routière , à Varsovie
18-19 mars 2025	Baltic Nuclear Energy Forum , à Gdańsk
26-27 mars 2025	Forum FRACHT- transport intermodal à Sopot
8-10 avril 2025	Central European Hydrogen Technology Forum , à Poznań

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr